

**Agressions sexuelles :  
Il y a urgence d'agir  
car nulle femme n'est à l'abri**

**Allocution de Michèle Sirois**

**Présidente de PDF Québec**

**(Pour les droits des femmes du Québec)**

**24 mars 2015**

**Consultations particulières et auditions publiques  
sur le Plan d'action gouvernemental 2008-2013  
en matière d'agression sexuelle**

Je suis Michèle Sirois. Je suis anthropologue et présidente de PDF Québec.

Je suis accompagnée de Diane Guilbault, vice-présidente de PDF Québec.

Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec) est un organisme citoyen, féministe, mixte et non partisan, et qui rassemble plus de 300 membres. Pour PDF Québec, une véritable démocratie ne sera possible qu'à la condition de réaliser pleinement l'égalité entre les hommes et les femmes et ainsi de remettre en question le système patriarcal qui opprime l'ensemble des femmes.

Nous voulons remercier la Commission parlementaire des Relations avec les citoyens de nous donner l'occasion de faire entendre notre point de vue sur le dossier des agressions sexuelles.

À la vue de ce rapport touffu préparé par le gouvernement, on ne peut que constater que de nombreux efforts ont été investis depuis le premier plan d'action en 2001. Quand on observe la réalité, on constate que certains progrès ont été accomplis, mais qu'il reste encore beaucoup à faire pour éradiquer le grave problème des agressions sexuelles.

## 1- Le problème des agressions sexuelles est grave

Les chiffres sont effarants. Par exemple, le rapport révèle qu'il y a eu en 2012 plus de 5 mille infractions sexuelles qui ont été enregistrées par les corps policiers. Ces chiffres ne sont que la pointe d'un immense iceberg, comme l'a montré la campagne des «Agressions non-dénoncées» de l'automne 2014.

Pour ce qui est du sexe des victimes des infractions sexuelles :

- **83% des victimes sont des filles et des femmes**
- **97% des auteurs présumés sont de sexe masculin**

Et ces chiffres se répètent année, après année. La persistance de ces agressions est un frein constant au bien-être et à la pleine égalité des femmes.

## 2- Pourquoi autant d'agressions ?

On est en droit de se poser la question : **comment se fait-il qu'il y ait encore autant d'agressions sexuelles?** Un début de réponse c'est peut-être qu'il y a, au sein de certains groupes et pour certaines personnes, un

assentiment tacite et une omerta qui protège les agresseurs? C'est notamment le cas de la problématique de l'inceste. Même si l'inceste comporte des conséquences dévastatrices sur les plans physique et psychologique, il reste caché à cause du mur de silence qui entoure ce type d'abus sexuels. Nous aurions apprécié que cette problématique soit abordée dans le rapport, mais ce n'est pas le cas.

S'il y a autant d'agressions sexuelles, c'est aussi que les agresseurs sentent qu'il est encore «acceptable» de démontrer sexuellement leur domination sur une femme. Cette domination découle d'un sentiment de supériorité des hommes sur les femmes, sentiment qui est entretenu par la culture, mais qui est aussi parfois justifié par des préceptes religieux.

On peut se demander aussi comment il se fait que les victimes d'agression sexuelle révèlent si peu leur agression, et souvent très tardivement, comme on l'a vu avec l'affaire Gimeshi, ou encore tout récemment avec les accusations contre l'entraîneur de ski Bertrand Charest. Les victimes, quand elles parlent enfin, elles disent toujours avoir craint de ne pas être crues. D'ailleurs, l'usage abusif du terme «présumée victime» par les médias démontre le climat de suspicion qui entoure les victimes d'agression sexuelle. Cela n'aide en rien à dévoiler ces crimes!

### 3- Il faut agir, car nulle femme n'est à l'abri

Il faut mettre encore des efforts pour transformer radicalement notre vision des rapports hommes-femmes, un rapport qui est à la base même des agressions sexuelles.

Pour cela, PDF Québec recommande d'agir sur deux plans : 1<sup>o</sup> pour faire évoluer les mentalités; 2<sup>o</sup> pour transformer un certain nombre de politiques, de lois, de règlements et de façons d'organiser notre société.

Notons que le *Rapport sur le Plan d'action gouvernemental* parle presque uniquement du changement des mentalités et minimise le fait qu'on doive aussi prévenir en agissant sur la façon dont la société est organisée. En fait, le phénomène des agressions sexuelles ne peut être détaché de l'environnement politique et culturel où elles surviennent.

**1<sup>o</sup> Au plan du changement des mentalités**, PDF Québec endosse totalement les objectifs du Plan d'action quant à la promotion des valeurs fondamentales. À ce chapitre, plusieurs des mesures sont intéressantes, mais leur effet semble rester marginal ou encore être annulé par des pratiques contradictoires. Par exemple, la **mesure 1** prévoit de «soutenir la

promotion des rapports égalitaires entre les filles et les garçons au sein du réseau des services de garde.» Près de 200,000\$ ont été dépensés entre 2008 et 2014 pour une formation, une vidéo et une grille d'analyse portant sur le sexisme des jouets. Mais qu'est-ce que nous apprend Le Devoir tout récemment? Des garderies en milieu scolaire se sont inspirées d'un document diffusé par l'Association des services de garde en milieu scolaire pour organiser des activités qui vont totalement à l'encontre des objectifs d'égalité. On offre aux petites filles «**Frisettes et manucure**» et pour les garçons, «**science et film d'action**». Ces activités et discours sexistes sont très éloignés de la promotion des valeurs égalitaires...

**2° Au plan des politiques, des lois et des règlements**, il est impérieux que les organisations et les ministères développent une plus grande cohérence. Prenons l'exemple du cours *Éthique et culture religieuse (ECR)*. Ce cours comporte un volet éthique avec lequel nous sommes en accord, mais il comporte aussi un volet de «culture religieuse» où on s'interdit de critiquer l'infériorité des femmes dans les religions. On est loin des objectifs du plan d'action qui est de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes!

De même, dans un but de cohérence, le ministère de la Famille devrait s'assurer que les pratiques de ses mandataires ainsi que les documents et

les activités des différents services de garde qu'il subventionne respectent en tout temps les principes et les valeurs d'égalité.

PDF Québec fait aussi plusieurs recommandations afin de renforcer l'imputabilité des organisations et des ministères. Cette imputabilité devrait aussi s'appliquer aux organismes sportifs et cela, tant au plan de la promotion des valeurs d'égalité que de l'aide apportée aux victimes et à la dénonciation des agresseurs. Il devrait y avoir la même imputabilité dans les cégeps et les universités.

Il y a aussi la prostitution qui est une autre source importante d'agressions sexuelles qui n'est pas abordée dans le plan de travail. Sur ce sujet, nous avons accueilli avec grande satisfaction le projet de loi C-36 adopté par le gouvernement fédéral à l'automne 2014. Celui-ci décriminalise les femmes prostituées et pénalise les personnes à qui profite le crime, à savoir les clients et les proxénètes. Nous nous sommes également réjouis de la déclaration de la ministre de la Justice, Mme Stéphanie Vallée, à l'effet que la nouvelle loi sur la prostitution serait mise en application. Voilà une politique qui contribuera à faire régresser les agressions sexuelles.

Prévenir c'est aussi dépister à la fois les victimes et les potentiels agresseurs. C'est à ce chapitre que le Plan d'action est le plus faible alors que le dépistage est une étape cruciale pour prévenir les séquelles des agressions sexuelles. Plus le dépistage se fait tôt et plus les impacts négatifs pourront être réduits.

Nous demandons également au Québec de mettre en place un plan de sensibilisation de la population comme vient de faire l'Ontario qui a annoncé un plan de 41 millions sur trois ans pour lutter contre la violence sexuelle.

« Au fond, **c'est un plan pour modifier les comportements et remettre en question les normes sociales, a expliqué M<sup>me</sup> Wynne. La violence sexuelle est enracinée dans la misogynie**, qui est profondément ancrée dans notre culture, souvent de manière subtile ou inconsciente [...] **Ce sont des comportements acquis**, ce qui signifie qu'ils peuvent être perdus - ou encore mieux - jamais acquis avant de commencer. »



#### **4- La situation des femmes plus vulnérables : le cas des femmes autochtones et les néo-Québécoises**

PDF Québec s'est attardé plus longuement aux besoins des **femmes autochtones**. Leur situation est tellement grave que même le rapporteur spécial de l'ONU sur les autochtones s'en est ému récemment et a réclamé une enquête nationale sur la disparition de près de 1,200 femmes autochtones. PDF Québec souhaite que le gouvernement soit particulièrement sensible à la situation dramatique de ces femmes et de ces enfants et demande que l'ensemble des organismes et des personnes qui interviennent en territoire autochtone soient épargnés par les coupures budgétaires pour ne pas mettre en péril les efforts sérieux qui ont été consentis ces dernières années dans le cadre du plan d'action.

**Quant aux néo-Québécoises**, PDF Québec s'est également attardé à toutes les dimensions de la prévention et de l'aide à leur apporter. À cet égard, PDF Québec aimerait rappeler l'engagement du Canada et du Québec quant à la **Convention de l'ONU pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF)**. Cette importante convention internationale que le Canada a signée engage les États à prendre toutes les mesures appropriées pour modifier ou abroger toute loi,

règlement ou pratique coutumière qui constituent une discrimination à l'égard des femmes. Le Québec est donc légalement tenu de respecter ces engagements.

**Tout comme l'ONU, PDF Québec recommande de ne jamais invoquer des considérations de coutume, de tradition ou de religion lorsqu'on intervient en matière d'agression sexuelle, que ce soit au niveau de l'intervention psychosociale, judiciaire ou correctionnelle.**

Mais encore là, il y a de nombreuses incohérences entre les objectifs d'assurer les rapports égalitaires et l'acceptation de pratiques sexistes. En effet, on tolère que des éducatrices en garderie et des enseignantes se cachent les cheveux parce ceux-ci attiseraient le désir des hommes. Cette pratique du port du foulard, invoquée pour des raisons religieuses, est néanmoins **extrêmement sexiste, puisque seules les femmes sont soumises à cette «obligation»**. A-t-on pensé au message que cette pratique envoyait aux enfants, qu'ils soient filles ou garçons? Les femmes «respectables» doivent cacher leurs cheveux lorsqu'elles sortent de chez elles, mais pas les hommes.... Celles qui sortent tête nue risquent d'être

traitées de «prostituées». **L'objectif poursuivi par la mesure 1 est donc incompatible avec l'acceptation de signes qui sont des symboles de l'infériorisation des femmes. On n'accepterait pas qu'un éducateur porte un T-shirt raciste, pourquoi accepter des symboles sexistes.**

Par ailleurs, **l'histoire des filles Shafia** a illustré de façon dramatique comment la posture «du respect aveugle» des cultures avait fait en sorte que les jeunes filles avaient été abandonnées à un système de domination qui, parce qu'il était le fait d'immigrants, était toléré par les intervenants sociaux. Ceux-ci auraient agi tout autrement s'il s'était agi de filles nées au Québec. **Il faut absolument protéger les filles et les femmes appartenant à des cultures encore patriarcales et très conservatrices de la même manière qu'on le fait pour les autres femmes.**

### **En conclusion**

Mettre fin aux agressions sexuelles est la responsabilité de tous et toutes. C'est pourquoi PDF Québec recommande que le gouvernement initie une campagne de sensibilisation et de responsabilisation de la population face au dépistage et à la dénonciation des agressions sexuelles, notamment par les médias d'information.